

d'exprimer ici le respect inspiré par les vies de ces hommes magnifiques. Tous deux étaient d'âge avancé et tous deux étaient renommés dans leur propre domaine.

Le sénateur Thomas Bourque, du Nouveau-Brunswick, nommé en 1917, était doyen du Sénat. Médecin et chirurgien, il avait obtenu également sa maîtrise ès arts; il avait conservé pendant près de 60 années une clientèle privée, mi-rurale, mi-urbaine, tâche assurément fort lourde. Nous exprimons nos condoléances à sa famille en deuil, qui pleure la perte de cet homme excellent.

Sir Allen Aylesworth était presque centenaire, car il était né en 1854. Au moment de son décès il était le troisième sur la liste d'ancienneté du Sénat. Homme de loi hors pair, il avait été l'un des commissaires de Sa Majesté chargé du tracé de la frontière de l'Alaska en 1903. Élu au Parlement en 1905, il devint simultanément ministre des Postes et du Travail et fut nommé en 1906 ministre de la Justice. Quand le Gouvernement de Laurier tomba en 1911, il se retira du Parlement. La même année il fût créé chevalier; en 1923 il entra au Sénat. Nous sentirons le vide causé par sa disparition, car il ne laisse que de bons souvenirs que nous aimerons toujours évoquer.

Depuis la mort du roi, sa fille aînée est devenue notre reine. Il y a à peine quelques mois, accompagnée de son jeune époux, elle a fait une joyeuse randonnée dans toutes les parties du Canada. Partout où ils ont passé tous deux, ils ont réjoui le cœur des Canadiens et,—ils l'ont dit,—les Canadiens ont aussi réjoui leurs cœurs. Tous nous avons accueilli notre jeune princesse et son jeune et vaillant chevalier, le prince consort, avec un respect fervent bien proche de l'amour; nous partageons maintenant avec elle son profond chagrin de la perte de cet homme admirable, son père. Notre loyauté envers elle ne sera jamais mise en doute. Tant qu'elle nous témoignera cette même bienveillante amitié dont elle a fait preuve lors de son séjour parmi nous, volontiers nous l'apruerons jusqu'à la mort.

L'autre jour, un événement d'importance historique s'est déroulé dans cette enceinte, alors que le premier Canadien à être admis à la haute fonction de Gouverneur général du Canada a été assermenté. C'est un événement dont, je pense, nous devons tous nous enorgueillir, car il y a là pour notre nation un indice de sa maturité. Il serait oiseux de prétendre que cette dérogation à la constitution à laquelle ont d'ailleurs recouru toutes les autres nations du commonwealth, tend, de quelque façon, à affaiblir les liens avec la Couronne. Rien de tel ne s'est produit

en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud ni ne se produira au Canada assurément. J'estime, au contraire, que ces liens en seront renforcés et rendus plus étroits.

En la personne du nouveau Gouverneur général, nous avons un diplomate distingué, de grande expérience, qui connaît parfaitement les devoirs, les privilèges et les prérogatives de sa charge. Sa nomination a reçu l'immédiate approbation de feu le Roi qui connaissait bien M. Massey et fut heureux de lui conférer cette éminente distinction. Le moment venu de nommer un Gouverneur général d'origine canadienne, on ne pouvait vraiment mieux choisir.

Certes, la situation mondiale continue d'inspirer des inquiétudes, comme le discours du trône en fait mention avec justesse. Pour ne parler que de la Corée, la guerre y sévit depuis deux ans et demi et nous n'en entretenons guère plus la fin qu'au début des hostilités. Des milliers d'excellents jeunes gens, dans les deux camps, y ont laissé leur vie et les populations qui habitent la zone des hostilités subissent des souffrances indescriptibles. Pourquoi? Est-ce parce qu'un pays cherche à imposer une fausse doctrine au reste du monde? Je ne le crois pas, car ce pays a déjà de lui-même abandonné cette doctrine. Est-ce parce qu'à l'exemple de César et d'Alexandre le Grand un pays cherche à dominer le monde? Peut-être, mais un autre facteur très puissant est constamment en jeu. Je m'aventure peut-être sur un terrain délicat: je crois que le surpeuplement a été le ferment sous-jacent qui a porté le dieu de la guerre à nous jeter dans la plupart de nos épreuves depuis un demi-siècle. La jalousie s'est allumée dans la république surpeuplée de l'Afrique du Sud en 1899. L'Allemagne surpeuplée est sortie de ses gonds en 1914 et la même chose s'est produite en Italie et au Japon en 1939. Je crois que nous sommes en face du même phénomène aujourd'hui dans l'Europe orientale, à quelques différences près. Il est indéniable que l'Europe orientale envie les grands progrès de l'Amérique et la supériorité de l'industrie américaine, de l'outillage américain, de l'agriculture américaine ainsi que l'immensité de son territoire. C'est un problème apparemment insoluble, pour le moment du moins, mais nous pouvons nous efforcer d'atténuer la détresse et la famine en Chine, aux Indes, au Japon et même en Russie. Les résultats seront modestes, car ces pays ont une forte natalité; mais par des moyens sans douleur et inoffensifs on pourrait la réduire, et quand les pays pourront nourrir leur propre population il y aura moins de guerres.